

**PRISE DE PAROLE ORGANISÉE**  
**SUITE A L'INTERVENTION DE M. MATTHIAS FEKL,**  
**SECRETARE D'ETAT CHARGE DU COMMERCE EXTERIEUR, DE LA**  
**PROMOTION DU TOURISME ET DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER,**  
**DEVANT L'ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER,**  
**LE MARDI 7 OCTOBRE 2014**

**Madame Fabienne BLINEAU-ABIRAMIA, conseillère élue de la circonscription Asie centrale et Moyen-Orient, intervenant pour le groupe Alliance du Centre, de la Droite et des Indépendants**

Bonjour, je suis Fabienne BLINEAU-ABIRAMIA, vice-Présidente du Groupe.

Monsieur le Secrétaire d'État,

Au nom du Groupe Alliance du Centre, de la Droite et des Indépendants, je vous remercie pour votre présence à nos côtés aujourd'hui.

Une nouvelle page s'ouvre pour les Français établis hors de France, avec cette Assemblée nouvellement constituée. La réforme, bien qu'incomplète, est aujourd'hui en place. À nous d'écrire l'histoire de cette Assemblée, pour l'intérêt de l'ensemble de nos compatriotes établis hors de France. Cela ne pourra se faire qu'avec un travail en étroite collaboration avec les parlementaires, députés et Sénateurs représentant les Français de l'étranger, mais également avec l'ensemble de l'administration consulaire dans nos pays respectifs.

Cette Assemblée doit dorénavant exister au sein du paysage politique français, afin d'apporter le maximum d'aide, d'écoute et de soutien à nos compatriotes de plus en plus nombreux. Nous comptons sur le gouvernement et l'administration française pour nous donner les moyens, tant humains que financiers, pour fonctionner avec efficacité tout au long de notre mandat, mais également pour nous apporter la considération et la crédibilité indispensables à notre légitimité d'élus de la République française.

Je vous remercie.

**Monsieur Mehdi BENHLACEN-TLEMÇANI, conseiller élu de la circonscription Péninsule ibérique, intervenant pour le groupe Français du monde, écologie et solidarité**

Monsieur le Secrétaire d'État,

Au nom du Groupe « Français du monde, écologie et solidarité » – je me permets de corriger notre Président de l'Assemblée – nous sommes très heureux de vous accueillir aujourd'hui dans cette Assemblée nouvellement constituée. C'est un symbole fort pour nous que vous soyez présents dès le début des travaux. C'est la reconnaissance, de la part d'un ministère qui a porté une réforme ambitieuse depuis plus de deux ans. Et le point final de cette réforme.

Comme nous, vous êtes Français de l'étranger, vous l'avez précisé dans vos propos et comme beaucoup d'entre nous, vous êtes aussi un citoyen de l'étranger. Vous êtes binational et à gauche, nous sommes fortement attachés à la binationalité. Nous considérons que c'est une richesse, là où d'autres considèrent parfois que c'est un handicap et voudraient que l'on choisisse entre nos identités multiples.

Vous avez grandi à l'étranger. Vous êtes bilingue et avant tout, citoyen européen et citoyen du monde. Vous êtes ainsi particulièrement bien placé pour connaître les problématiques qui nous touchent, notamment dans le réseau d'enseignement français et nous ne pouvons que nous en réjouir collectivement.

Pour la plupart d'entre nous, si nous sommes là aujourd'hui, c'est grâce à la réforme impulsée par votre prédécesseuse, Madame Hélène CONWAY-MOURET. Nous nous réjouissons de participer à cette nouvelle

Assemblée, dont la moitié des membres est nouvellement élue, ce qui permettra d'insuffler, nous en sommes sûrs, des idées neuves et un fonctionnement nouveau, dans une Assemblée capable de proposer des orientations politiques ; dans une Assemblée capable avec des groupes politiques de se positionner sur des dossiers importants ; dans une Assemblée nous n'espérons, qui sera paritaire dans sa composition comme dans ses instances de décision. C'était une orientation forte de la loi, des listes paritaires. L'Assemblée est paritaire et nous espérons que dans les prochaines compositions de ses commissions et dans la répartition des postes, elle pourra aussi l'être.

Nous avons donc bon espoir que votre action s'inscrive dans la droite ligne des réformes qui ont été mises en place ces dernières années. Des réformes pour plus d'équité et de justice sociale. Notamment, vous en avez parlé, un système de bourses qui répond mieux à nos objectifs d'égalité républicaine, un renforcement du soutien à l'emploi des Français de l'étranger. Je me souviens encore d'un temps pas si lointain où les subventions pour ce que l'on appelait à l'époque, les commissions pour l'emploi et la formation professionnelle avaient diminué de 50 % sous les dix années de mandature de droite, où le nombre de ces conseils était passé d'une quarantaine à vingt-huit. Depuis deux ans, ces subventions ont augmenté et nous espérons que cette impulsion pourra continuer avec votre action.

Enfin, il y a énormément de questions que nous voulions vous poser, auxquelles vous avez répondu, donc je vais faire le tri et mon discours sera moins long... je voulais vous alerter sur la situation fiscale d'un certain nombre de nos concitoyens, puisque c'est quelque chose que vous n'avez pas évoqué. Comment comptez-vous faire pour que l'administration fiscale assure une plus grande justice fiscale en étant plus proche et plus disponible de ceux de nos concitoyens qui remplissent leur devoir de solidarité ? Contrairement à ce que peuvent laisser véhiculer certains médias, les Français de l'étranger ne sont pas tous des exilés fiscaux. La plupart d'entre nous payons nos impôts en France, moi le premier, en tant que fonctionnaire de l'Éducation nationale, et nous souhaitons, comme tout bon ressortissant français qui s'acquitte de son devoir de solidarité, avoir les mêmes services de la part de l'administration fiscale. Il est très parfois très difficile d'avoir des informations et des interlocuteurs fiables à l'intérieur du service des non-résidents. Que comptez-vous faire pour promouvoir, au niveau européen, puis international, un cadre fiscal multilatéral permettant d'éviter la double imposition et de clarifier la situation fiscale de nos compatriotes ? La dernière année a été une année un peu difficile en termes fiscaux, notamment dans un certain nombre de pays européens, que ce soit le Portugal, la Grèce, l'Italie, la Belgique, la Turquie. La plupart de ces pays, pour ne pas dire tous, ont revu de manière unilatérale, un certain nombre de dispositions des conventions qui les liaient à la France et un certain nombre de nos compatriotes se sont retrouvés de fait doublement imposés dans ces pays.

Enfin, notre Président de l'Assemblée a effectivement soulevé ce point, l'on va croire qu'il y a une connexion forte entre le Président de l'Assemblée et le Groupe, quelle peut être la place des Français de l'étranger dans la promotion du commerce extérieur et du tourisme ? À gauche, nous avons mis en place des projets tout au long des campagnes consulaires et AFE ayant pour but de soutenir l'entrepreneuriat des Français de l'étranger, plus particulièrement l'aide et le soutien aux PME-TPE, projet que nous serons heureux de vous présenter dès que l'occasion se représentera.

Merci beaucoup.

**Monsieur Bruno DELL'AQUILA, conseiller élu de la circonscription Afrique centrale, australe et orientale, intervenant pour le groupe Indépendants pour la Démocratie et l'environnement**

Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire d'État,

Il est difficile de passer en dernier et je vais avoir quelques redites, vous m'en pardonnez par avance.

La nouvelle AFE que vous voyez devant vous débute donc à peine ses travaux. Elle est en réalité pour l'instant toujours au stade de constituante. Tout est à inventer et à écrire et nous nous y attelons, comme vous le voyez. Si personne maintenant ne remet en cause l'intérêt d'une réforme de notre institution, la précipitation et

son corolaire, l'impréparation avec laquelle celle-ci a été réalisée n'a pas reçu l'approbation d'aucune des formations politiques de l'ancienne AFE, vous le savez. Mais, cela appartient désormais au passé et nous n'y reviendrons pas.

Nous sommes honorés de votre visite, bien sûr, et heureux que le poste de Secrétaire d'État en charge des Français de l'étranger soit désormais une évidence pour tous les gouvernements qui se succèdent. Mais, jusqu'à présent, les médias ne soulignent pas assez votre rôle auprès des Français de l'étranger. Je note avec un grand plaisir que vous allez y veiller particulièrement. Vous êtes toujours le ministre en charge du Commerce extérieur. Malheureusement, c'est comme cela depuis quarante ans.

Votre parcours personnel, votre double appartenance culturelle et linguistique – on l'a signalé – fait de vous naturellement l'interlocuteur idéal de notre Assemblée. C'est dire l'espoir que vous portez.

Notre Assemblée vient d'élire son premier président, Marc VILLARD, dont on loue le sens de la mesure et du consensus. C'est un bon signe et nous lui souhaitons, en fait, nous nous souhaitons à tous, de réussir pleinement, car la tâche est exaltante et l'enjeu d'importance.

Nous devons réussir à gérer cette nouvelle étape pour l'AFE. Longtemps sous la coupe de parents attentifs, mais parfois envahissants – je veux parler de l'administration et de nos sénateurs – l'AFE nouvelle - ou AFE version 2.0 – se doit maintenant d'être indépendante. Pour cela, bien sûr, il faut que nous puissions maîtriser totalement nos dépenses. Le nouveau règlement intérieur qui est encore à réaliser devrait se pencher sur cette question. Il faudrait également que l'administration et le gouvernement tiennent compte des avis, vœux, résolutions, motions que nous réalisons jusqu'à présent en vain. Il faudra également modifier le texte de la loi de février 2014, qui nous heurte quand il note que « le gouvernement peut consulter l'AFE », alors qu'il devrait consulter l'AFE, sur tous les sujets concernant les Français de l'étranger ou bien « que les conseillers peuvent être consultés », alors qu'ils devraient être consultés de manière systématique sur les sujets concernant la circonscription. Nous souhaitons également que l'on renforce le rôle des conseillers consulaires et notamment qu'ils puissent accéder à la présidence du conseil consulaire, plutôt que de se contenter d'une vice-présidence dont on cerne mal le rôle jusqu'à présent – je suis vice-président -.

Concernant les autres sujets qui nous tiennent à cœur, sans enfoncer des portes déjà ouvertes depuis longtemps, nous voudrions vous rappeler notre attachement particulier à la CFE, vous l'avez signalé, pour vous inciter à défendre cette Caisse de Sécurité sociale, primordiale pour les Français de l'étranger et notamment en continuant de subventionner la troisième catégorie aidée, sans en rogner les montants. C'est malheureusement ce qui a été fait par le passé.

Nous voudrions vous rappeler notre attachement à l'AEFE, vous avez également insisté là-dessus. Il faut bien sûr, et sans rentrer dans les détails devant vous, préserver et affermir cette extraordinaire institution et permettre au plus grand nombre d'enfants français de pouvoir en bénéficier. Ce n'est hélas pas toujours le cas partout dans le monde, pour des raisons financières notamment ou hélas, parfois, de handicap.

Sur notre attachement, nous vous le signalons, chacun à notre niveau, au développement du commerce extérieur, notre Président vous en a parlé, il faut saluer l'implication du ministre des Affaires étrangères sur ce point et la manière dont il stimule les ambassadeurs. Il serait bon que les conseillers consulaires puissent être associés aux travaux de l'équipe Export France. Vous avez parlé de la formation professionnelle et nous saluons vos efforts, mais nous regrettons, pour ceux de nos compatriotes qui sont hors l'Union européenne, qu'ils ne puissent en bénéficier de la même façon et dans les mêmes conditions. Je sais que la tâche est ardue et difficile.

Enfin, nous voulons vous faire part de notre attachement à la sécurité de nos compatriotes. Cela n'échappe à personne ni à vous, nous savions et apprécions le travail du Centre de crise, les efforts en matière de protection, notamment des établissements scolaires, les efforts en matière de prévention et d'alerte en direction des voyageurs. Vous pouvez compter sur tous les conseillers consulaires qui sont prêts, dans chaque poste, à faire profiter de leur expérience du terrain. Utilisez-les, ce n'est pas toujours le cas.

Monsieur le Secrétaire d'État, vous l'avez compris, nous plaçons de grands espoirs dans l'avenir de cette Assemblée. Aidez-nous à la bâtir, solide et indépendante, dans l'intérêt de tous ceux que vous avez l'honneur de représenter au sein du gouvernement. Nous comptons donc vraiment sur vous, Monsieur le Ministre.